

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 3019

[2009/203837]

**18 JUIN 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif au programme d'investissements et aux subventions d'investissements en matière d'infrastructure de transports publics**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transports public de personnes en Région Wallonne, notamment l'article 2, 3°, remplacé par le décret du 26 novembre 1992;

Vu l'arrêté du 21 janvier 1993 de l'Exécutif régional wallon relatif au programme d'investissements et aux subventions d'investissements en matière d'infrastructure de transports publics;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 relatif au financement de l'élaboration de plans communaux de mobilité et de la mise en œuvre de plans communaux de mobilité et de plans de déplacements scolaires;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 15 juin 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 avril 2009;

Vu l'avis 46.611/4 du Conseil d'Etat, donné le 8 juin 2009, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre des Transports;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Taux des subventions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Ministre qui a les Transports dans ses attributions, ci-après dénommé "le Ministre", est autorisé à allouer à la Société régionale wallonne du Transport, ci-après dénommée "la Société régionale" des subventions, à concurrence de 100 %, pour la réalisation du programme d'investissements en matière d'infrastructure de transports publics visés à l'article 2, alinéa 2, 3°, du décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne.

CHAPITRE II. — *Objet des subventions*

**Art. 2.** Peuvent être subventionnés, les investissements relatifs aux travaux d'infrastructure suivants :

1° la réalisation, l'aménagement et l'équipement des ouvrages et installations fixes utiles à l'exploitation d'un réseau de bus tels que des bandes et sites propres, des points d'arrêt, des terminus, des parcs relais, des gares routières, des gares de correspondances, des sanitaires, des abris pour voyageurs, des carrefours à feux,...

2° la réalisation, l'aménagement et l'équipement des ouvrages et installations fixes ou mobiles utiles à l'exploitation d'un réseau de métro ou de tram;

3° les projets de démonstration nécessaires à l'expérimentation de nouveaux modes de transport;

4° le démontage d'équipements et la démolition d'infrastructures qui ne sont plus utiles à l'exploitation ainsi que la remise en état des lieux;

5° l'entretien et la sauvegarde des ouvrages inexploités;

6° les ouvrages, les aménagements favorisant l'intermodalité entre le transport par bus, tram ou métro et les autres modes de transport;

7° l'équipement dans des gares de correspondance et/ou points d'arrêts, de dispositifs de stationnements pour vélos (arceaux, box, abris,...);

8° de manière générale toutes les dépenses d'aménagement et d'équipement susceptibles d'améliorer la mobilité alternative à la voiture individuelle;

9° le gros entretien des sites et installations précités;

10° le déplacement des câbles et canalisations rendus nécessaires à l'occasion des travaux précités.

Pour la subvention des investissements relatifs aux travaux d'infrastructure visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, peuvent également être pris en considération :

1° les acquisitions immobilières nécessaires à leur réalisation;

2° les études conceptuelles nécessaires à la modernisation et à l'amélioration des réseaux de transport public de personnes;

3° les révisions de prix dues par le maître de l'ouvrage conformément aux dispositions légales, réglementaires et contractuelles applicables en la matière;

4° les travaux exécutés au-delà des quantités présumées figurant dans les postes à bordereau de prix, dans la mesure où, sauf circonstance raisonnablement imprévisible, la valeur de ces travaux n'excède pas 10 % du montant total du marché hors T.V.A.;

5° les travaux commandés conformément à l'article 42 du cahier général des charges des marchés publics de travaux, de fournitures et de services, et de concessions de travaux publics, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;

6° les frais spécifiques générés par des prestations de tiers, notamment les campagnes géologiques et géotechniques, les honoraires d'auteurs de projet, les frais d'adjudication, de surveillance, de réception des matériaux, les frais relatifs aux assurances à l'exclusion de celles couvrant la responsabilité des entreprises, les frais d'actes authentiques et des géomètres experts, les frais des prestations en matière de coordination sécurité santé;

7° les travaux nécessités par des circonstances extraordinaires et imprévisibles;

8° les frais résultant de la défaillance de l'adjudicataire, pour autant qu'ils ne puissent être récupérés à charge de celui-ci;

9° les dommages-intérêt dus aux adjudicataires pour autant qu'ils ne trouvent pas leur origine dans un fait imputable à la Société régionale;

10° la T.V.A. non récupérable et d'une manière générale toute imposition qui grève les dépenses à subventionner telles qu'elles sont définies au présent article.

**Art. 3.** Sont exclus du bénéfice des subventions :

1° les travaux d'entretien ainsi que les travaux de renouvellement consécutifs à un manque d'entretien des infrastructures;

2° les fournitures et les équipements qui présentent un caractère purement esthétique et qui ne sont pas indispensables à la sécurité ou à une exploitation rationnelle, économique et efficace des installations, sauf s'ils sont imposés par des prescriptions légales ou de bon aménagement des lieux;

3° les marchés ou parties de marchés relatifs aux travaux d'infrastructure visés à l'article 2, dans la mesure où ils sont subventionnés en vertu d'une autre réglementation;

4° les intérêts de retard et les indemnités dus à l'adjudicataire du chef de non paiement dans les délais prévus ou de manquements imputables au maître de l'ouvrage.

**Art. 4.** Pour les travaux d'infrastructure visés à l'article 2 et qui, à la demande de la Société régionale, sont exécutés en régie par les sociétés d'exploitation visées au chapitre II du décret du 21 décembre 1989, les subventions sont calculées en fonction des seuls éléments suivants :

1° la fourniture des matériaux;

2° les frais de transport;

3° les frais de location du gros matériel nécessaire à l'exécution des travaux;

4° le montant des travaux sous-traités par les sociétés d'exploitation;

5° les frais de main-d'œuvre en ce compris les traitements, salaires, frais de déplacements du personnel des sociétés d'exploitation, à l'exclusion des frais relatifs aux agents de niveau 1;

6° les frais inhérents aux études et au contrôle non exécutés par du personnel de la Société régionale et les contrats d'assurance contrôle;

7° les frais généraux limités forfaitairement à 5 % du montant à subventionner.

### CHAPITRE III. — Procédure

#### Section 1<sup>re</sup>. — Programmation et notices descriptives

**Art. 5.** Au plus tard pour le 20 janvier de l'année N, la Société régionale établit le programme annuel relatif à l'exercice budgétaire N et le transmet à l'approbation du Ministre.

Chaque dossier d'investissement repris au programme fait l'objet d'une notice comportant la description et la justification des opérations projetées, un devis estimatif et un programme de leur exécution.

Le Ministre approuve le programme annuel et procède à l'engagement de la subvention correspondante pour le 15 avril au plus tard, et notifie l'arrêté à la Société régionale.

Si un marché prévu au programme de l'année N n'est pas notifié à l'expiration de l'année N+2, le Ministre procède à l'annulation de la partie de l'engagement correspondant. Durant cette période de trois ans, la Société régionale peut présenter à l'approbation du Ministre des modifications au programme annuel, dans le respect de la procédure prévue au présent article

**Art. 6.** En même temps que le programme annuel, la Société régionale transmet au Ministre, à titre indicatif, un programme pluriannuel portant sur les années N+1 à N+3.

Chaque projet repris au plan pluriannuel fait l'objet d'un dossier comprenant une présentation globale ainsi qu'une programmation de réalisation et une programmation financière des engagements et des paiements.

#### Section 2. — Mise en œuvre du programme annuel

**Art. 7.** Après l'attribution par elle d'un marché figurant au programme annuel et décrit dans la notice visée à l'article 5, la Société régionale transmet au Ministre la demande de liquidation des subventions y afférentes, accompagnée du dossier nécessaire au contrôle par la Cour des comptes.

### CHAPITRE IV. — Paiements des subventions

**Art. 8.** Pour les marchés dont le montant initial est supérieur à 50.000 euros hors T.V.A. :

1° une somme correspondant à 50 % du montant initial du marché est mise en liquidation, dans le mois de la demande de la Société régionale, sur base de la date de la délivrance de l'ordre de commencer les prestations;

2° une somme correspondant à 85 % du montant du marché, révision comprises, est mise en liquidation dans le mois de la demande de la Société régionale, déduction faite des montants déjà payés lors de la première tranche, sur la base d'un procès-verbal attestant que le marché est exécuté à concurrence de 50 % du montant initial hors révisions;

3° une somme correspondant à 100 % du montant du marché, révision comprises, déduction faite des montants déjà payés lors des deux premières tranches, est mise en liquidation sur la base du décompte final des prestations.

**Art. 9.** Pour les marchés dont le montant initial est inférieur ou égal à 50.000 euros hors T.V.A., les subventions sont liquidées sur la base du décompte final ou s'il échet des pièces justificatives.

**Art. 10.** Les subventions afférentes aux frais d'acquisition de biens immeubles ainsi qu'aux frais annexes, sont liquidés sur la base des pièces justificatives, notamment le programme annuel, les actes authentiques et l'avis du Comité d'acquisition d'immeubles.

**Art. 11.** Sans préjudice des dispositions de l'article 10, pour les dossiers visés à l'article 2, alinéa 2, 9°, les subventions sont liquidées sur la base des pièces justificatives, notamment, le cas échéant, les décisions du conseil d'administration de la Société régionale autorisant le paiement d'indemnités ou d'intérêts de retard.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales et abrogatoires*

**Art. 12.** Sont abrogés :

1° l'arrêté du 21 janvier 1993 de l'Exécutif régional wallon relatif au programme d'investissements et aux subventions d'investissements en matière d'infrastructure de transports publics, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 janvier 1997 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2001;

2° le chapitre premier du Titre III de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 relatif au financement de l'élaboration de plans communaux de mobilité et de la mise en œuvre de plans communaux de mobilité et de plans de déplacements scolaires, comportant les articles 7 à 11.

**Art. 13.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 14.** Le Ministre des Transports publics est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 juin 2009.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,  
A. ANTOINE

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 3019

[2009/203837]

**18. JUNI 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung über das Investitionsprogramm und die Investitionszuschüsse in Sachen Infrastruktur des öffentlichen Verkehrs**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 21. Dezember 1989 über die öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region, insbesondere des Artikels 2, 3°, ersetzt durch das Dekret vom 26. November 1992;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 21. Januar 1993 über das Investitionsprogramm und die Investitionszuschüsse in Sachen Infrastruktur des öffentlichen Verkehrs;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004 über die Finanzierung der Ausarbeitung von kommunalen Mobilitätsplänen und der Durchführung von kommunalen Mobilitätsplänen und Schülertransportplänen;

Aufgrund des am 15. Juni 2009 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 30. April 2009 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 8. Juni 2009 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 46.611/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers des Transportwesens;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Bezuschussungssatz*

**Artikel 1** - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel ist der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Transportwesen gehört, nachstehend "der Minister" genannt, befugt, der "Société régionale wallonne du Transport" (Wallonische Regionale Verkehrsgesellschaft), nachstehend "die regionale Gesellschaft" genannt, 100%-ige Zuschüsse für die Durchführung des Programms der in Artikel 2, Absatz 2, 3° des Dekrets vom 21. Dezember 1989 über die öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region erwähnten Investitionen in Sachen Infrastruktur des öffentlichen Verkehrs zu gewähren.

Kapitel II — *Gegenstand der Zuschüsse*

**Art. 2** - Die Investitionen bezüglich der folgenden Infrastrukturarbeiten können bezuschusst werden:

1° die Errichtung, Gestaltung und Ausrüstung der für den Betrieb eines Busnetzes nützlichen ortsfesten Bauwerke und Anlagen, wie beispielsweise eigene Fahrspuren und Fahrbahnen, Haltepunkte, Endhaltestellen, Auffangparkplätze, Busbahnhöfe, Anschlussbahnhöfe, Sanitärausrüstungen, Unterstände für die Fahrgäste, Ampelkreuzungen,...;

2° die Errichtung, Gestaltung und Ausrüstung der für den Betrieb eines Untergrundbahn- oder Straßenbahnnetzes nützlichen ortsfesten oder mobilen Bauwerke und Anlagen;

3° die Demonstrationsprojekte, die zur Erprobung neuer Beförderungsarten erforderlich sind;

4° der Abbau von Ausrüstungen und der Abriss von Infrastrukturen, die für den Betrieb nicht mehr nützlich sind, sowie die Wiederinstandsetzung der Örtlichkeiten;

5° der Unterhalt und der Schutz der nicht verwerteten Bauwerke;

6° die Bauwerke und Einrichtungen, die die Intermodalität zwischen dem Bus-, Straßenbahn- oder Untergrundbahnverkehr und den anderen Beförderungsarten fördern;

7° die Ausstattung in Anschlussbahnhöfen und/oder an Haltepunkten mit Parkvorrichtungen für Fahrräder (Fahrradbügel, -boxen, -unterstände,...);

8° im Allgemeinen alle Gestaltungs- und Ausrüstungsausgaben, die die zum individuellen Personenwagen alternative Mobilität verbessern können;

9° der bauliche Unterhalt der vorerwähnten Gelände und Anlagen;

10° die Verlegung der Kabel und Kanalisationen, die anlässlich der vorerwähnten Arbeiten notwendig geworden ist.

Für die Bezuschussung der Investitionen bezüglich der in Absatz 1 erwähnten Infrastrukturarbeiten können ebenfalls berücksichtigt werden:

- 1° der Erwerb von Immobiliengütern, die zu deren Durchführung erforderlich sind;
- 2° die Konzeptstudien, die für die Modernisierung und Verbesserung der öffentlichen Verkehrsbetriebsnetze erforderlich sind;
- 3° die vom Bauherrn zu zahlenden Preisänderungen gemäß den diesbezüglich anwendbaren gesetzlichen, vorschriftsmäßigen und vertraglichen Bestimmungen;
- 4° die Arbeiten, die über die in den Preislistenposten angegebenen vermuteten Mengen hinaus durchgeführt werden, insofern unter Vorbehalt eines vernunftsmäßig unvorhersehbaren Umstands der Wert dieser Arbeiten 10% des Gesamtbetrags des Auftrags exklusive MwSt nicht überschreitet;
- 5° die gemäß Artikel 42 des dem Königlichen Erlass vom 26. September 1996 zur Festlegung der allgemeinen Regeln für die Ausführung öffentlicher Aufträge und öffentlicher Baukonzessionen als Anlage beigefügten allgemeinen Lastenhefts der öffentlichen Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge und öffentlicher Baukonzessionen bestellten Arbeiten;
- 6° die durch die Dienstleistungen Dritter entstandenen spezifischen Kosten, insbesondere die geologischen und geotechnischen Kampagnen, die Honorare von Projektautoren, die Ausschreibungskosten, die Überwachungskosten, die Kosten für die Abnahme des Materials, die Kosten bezüglich der Versicherungen mit Ausnahme derjenigen, die die Haftung der Unternehmen decken, die Kosten für öffentliche Urkunden und Landmesserexperten, die Kosten für die Dienstleistungen in Sachen Koordination von Sicherheit und Gesundheit;
- 7° die durch außergewöhnliche und unvorhersehbare Umstände erforderten Arbeiten;
- 8° die Kosten, die sich aus Versäumnissen des Auftragnehmers ergeben, insofern sie nicht zu dessen Lasten zurückgefordert werden können;
- 9° die den Auftragnehmern zu zahlenden Schadensersatz, insofern sie nicht ihren Ursprung in einem Tatbestand haben, der der regionalen Gesellschaft anzurechnen ist;
- 10° die nicht rückzahlbare Mehrwertsteuer und im Allgemeinen jede Besteuerung, die die zu bezuschussenden Ausgaben, wie sie in dem vorliegenden Artikel festgelegt werden, belasten.

**Art. 3 -** Von der Inanspruchnahme der Zuschüsse sind ausgeschlossen:

- 1° die Unterhaltsarbeiten, sowie die Erneuerungsarbeiten, die auf einen Mangel an Unterhalt der Infrastrukturen zurückzuführen sind;
- 2° die Zubehöre und Ausstattungen von rein ästhetischer Art, die für die Sicherheit oder für einen rationellen, sparsamen und wirksamen Betrieb der Anlagen nicht unerlässlich sind, es sei denn, sie werden durch gesetzliche Vorschriften oder durch Vorschriften für eine zweckmäßige Gestaltung der Örtlichkeiten auferlegt;
- 3° die Aufträge oder Teile von Aufträgen, die sich auf die in Artikel 2 erwähnten Infrastrukturarbeiten beziehen, insofern sie aufgrund einer anderen Regelung bezuschusst werden;
- 4° die dem Auftragnehmer zu zahlenden Verzugszinsen und Entschädigungen wegen Nichtzahlung innerhalb der vorgesehenen Fristen oder wegen Versäumnissen, die dem Bauherrn anzurechnen sind.

**Art. 4 -** Für die in Artikel 2 erwähnten Infrastrukturarbeiten, die auf Antrag der regionalen Gesellschaft von den in Kapitel II des Dekrets vom 21. Dezember 1989 erwähnten Betriebsgesellschaften in Eigenregie durchgeführt werden, werden die Zuschüsse nur unter Berücksichtigung folgender Elemente berechnet:

- 1° die Lieferung des Materials;
- 2° die Transportkosten;
- 3° die Mietkosten des Großmaterials, das zur Durchführung der Arbeiten notwendig ist;
- 4° der Betrag der von den Betriebsgesellschaften extern vergebenen Arbeiten;
- 5° der Arbeitsaufwand, einschließlich der Gehälter, Löhne, Fahrtkosten des Personals der Betriebsgesellschaften, mit Ausnahme der Kosten bezüglich der Bediensteten der Stufe 1;
- 6° die Kosten in Verbindung mit Studien und der Kontrolle, die nicht von der regionalen Gesellschaft angehörendem Personal ausgeführt werden, und die Bauherrenhaftpflichtversicherungsverträge;
- 7° die pauschal auf 5% des zu bezuschussenden Betrags beschränkten Gemeinkosten.

### KAPITEL III — Verfahren

#### Abschnitt 1 — Planung und Beschreibungsnotizen

**Art. 5 -** Spätestens bis zum 20. Januar des Jahres N erstellt die regionale Gesellschaft ein Jahresprogramm bezüglich des Haushaltsjahres N und übermittelt es dem Minister zur Genehmigung.

Jede im Programm angeführte Investitionsakte ist Gegenstand einer Notiz, die die Beschreibung und Begründung der geplanten Arbeitsgänge, einen Kostenvoranschlag und ein Programm ihrer Durchführung enthält.

Der Minister genehmigt das Jahresprogramm und geht spätestens bis zum 15. April die Verpflichtungen für den entsprechenden Zuschuss ein und notifiziert der regionalen Gesellschaft den Erlass.

Wenn ein im Programm des Jahres N vorgesehener Auftrag nach Ablauf des Jahres N+2 nicht notifiziert wird, annulliert der Minister den Teil der entsprechenden Verpflichtung. Während diesem dreijährigen Zeitraum kann die regionale Gesellschaft dem Minister Änderungen im Jahresprogramm unter Einhaltung des in dem vorliegenden Artikel vorgesehenen Verfahrens zur Genehmigung unterbreiten.

**Art. 6 -** Die regionale Gesellschaft übermittelt dem Minister zur Information gleichzeitig mit dem Jahresprogramm ein mehrjähriges Programm, das sich auf die Jahre N+1 bis N+3 bezieht.

Jedes im mehrjährigen Programm angeführte Projekt ist Gegenstand einer Akte, die eine globale Vorstellung sowie eine Durchführungsplanung und eine Finanzplanung der Verpflichtungen und Auszahlungen enthält.

#### Abschnitt 2 — Durchführung des Jahresprogramms

**Art. 7 -** Nachdem die regionale Gesellschaft einen Auftrag vergeben hat, der im Jahresprogramm angegeben und in der in Artikel 5 erwähnten Notiz beschrieben wird, übermittelt sie dem Minister den Antrag auf Auszahlung der damit verbundenen Zuschüsse unter Beifügung der Akte, die zur Kontrolle durch den Rechnungshof erforderlich ist.

KAPITEL IV — *Zahlungen der Zuschüsse*

**Art. 8** - Für die Aufträge, deren ursprünglicher Betrag über 50.000 Euro exklusive MwSt. liegt:

1° ein Betrag, der 50% des ursprünglichen Betrags des Auftrags entspricht, wird innerhalb des Monats ab dem Antrag der regionalen Gesellschaft auf der Grundlage des Datums der Ausstellung des Befehls zum Beginn der Dienstleistungen ausgezahlt;

2° ein Betrag, der 85% des ursprünglichen Betrags des Auftrags, einschließlich Änderungen, entspricht, wird innerhalb des Monats ab dem Antrag der regionalen Gesellschaft unter Abzug der bereits im Laufe der ersten Tranche gezahlten Beträge auf der Grundlage eines Protokolls ausgezahlt, in dem bescheinigt wird, dass der Auftrag zu 50% des ursprünglichen Betrags, ausschließlich Änderungen, durchgeführt ist;

3° ein Betrag, der 100% des Betrags des Auftrags, einschließlich Änderungen, entspricht, wird unter Abzug der bereits im Laufe der beiden ersten Tranchen gezahlten Beträge auf der Grundlage der Endabrechnung der Dienstleistungen ausgezahlt.

**Art. 9** - Für die Aufträge, deren ursprünglicher Betrag sich auf höchstens 50.000 Euro exklusive MwSt beläuft, werden die Zuschüsse auf der Grundlage der Endabrechnung oder gegebenenfalls der Belege ausgezahlt.

**Art. 10** - Die Zuschüsse bezüglich der Kosten für den Erwerb von Immobiliengütern sowie der Nebenkosten werden auf der Grundlage der Belege, insbesondere des Jahresprogramms, der öffentlichen Urkunden und des Gutachtens des Immobilienerwerbskomitees, ausgezahlt.

**Art. 11** - Unbeschadet der Bestimmungen des Artikels 10 werden für die in Artikel 2, Absatz 2, 9°, erwähnten Akten die Zuschüsse auf der Grundlage der Belege, gegebenenfalls insbesondere der Beschlüsse des Verwaltungsrates der regionalen Gesellschaft, durch die die Zahlung von Entschädigungen oder Verzugszinsen zugelassen wird, ausgezahlt.

KAPITEL V — *Schluss- und Aufhebungsbestimmungen*

**Art. 12** - Es werden außer Kraft gesetzt:

1° der Erlass vom 21. Januar 1993 der Wallonischen Regionalexekutive über das Investitionsprogramm und die Investitionszuschüsse für die Infrastruktur der öffentlichen Verkehrsbetriebe, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Januar 1997 und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2001;

2° Kapitel I des Titels III des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004 über die Finanzierung der Ausarbeitung von kommunalen Mobilitätsplänen und der Durchführung von kommunalen Mobilitätsplänen und Schülertransportplänen, das die Artikel 7 bis 11 enthält.

**Art. 13** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 14** - Der Minister des Transportwesens wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 18. Juni 2009

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung

A. ANTOINE

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 3019

[2009/203837]

**18 JUNI 2009. — Besluit van de Waalse Regering betreffende het investeringsprogramma en de investeringssubsidies inzake openbaar vervoerinfrastructuur**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 21 december 1989 betreffende de diensten voor het openbaar vervoer in het Waalse Gewest, inzonderheid op artikel 2, 3°, vervangen bij het decreet van 26 november 1992;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 21 januari 1993 betreffende het investeringsprogramma en de investeringstoelagen inzake openbare vervoerinfrastructuren;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 betreffende de financiering van de uitwerking van gemeentelijke mobiliteitsplannen en van de uitvoering van gemeentelijke mobiliteitsplannen en het schoolvervoer en de plannen inzake schoolverplaatsingen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 15 juni 2009;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 30 april 2009;

Gelet op advies 46.611/4 van de Raad van State, gegeven op 8 juni 2009, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Vervoer;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Percentage van de subsidies*

**Artikel 1.** Binnen de perken van de beschikbare kredieten mag de Minister van Vervoer, hierna "de Minister" genoemd, aan de "Société régionale wallonne du Transport" (Waalse Gewestelijke Vervoermaatschappij), hierna de "Société régionale" genoemd, subsidies naar rato van 100 % verlenen voor de uitvoering van het investeringsprogramma inzake openbaar vervoerinfrastructuur bedoeld in artikel 2, tweede lid, 3°, van het decreet van 21 december 1989 betreffende de diensten voor het openbaar vervoer in het Waalse Gewest.

HOOFDSTUK II. — *Voorwerp van de subsidies*

**Art. 2.** Er kunnen subsidies verleend worden voor de investeringen betreffende de volgende infrastructuurwerken :

1° de uitvoering, inrichting en uitrusting van de vaste werken en installaties die nuttig zijn voor de exploitatie van een busnetwerk, zoals busstroken en -banen, haltepunten, eindpunten, overstapparkings, autobusstations, overstapstations, sanitaire voorzieningen, wachthuisjes, kruispunten met lichten,...;

2° de uitvoering, inrichting en uitrusting van de vaste of mobiele werken en installaties die nuttig zijn voor de exploitatie van een metro- of tramnetwerk;

3° de demonstratieprojecten die nodig zijn voor het uitproberen van nieuwe vervoerswijzen;

4° het demonteren van uitrustingen en de afbraak van infrastructures die niet meer nuttig zijn voor de exploitatie, alsook het herstel van de plaats;

5° het onderhoud en de bescherming van de niet-geëxploiteerde werken;

6° de werken, de inrichtingen ter bevordering van de intermodaliteit tussen het vervoer per bus, tram of metro en de andere vervoerswijzen;

7° de uitrusting van de overstapstations en/of haltepunten met parkeervoorzieningen voor fietsen (bogen, boxen, stallingen,...);

8° doorgaans alle inrichtings- en uitrustingsuitgaven met het oog op een betere mobiliteit als alternatief op de individuele wagen;

9° het grote onderhoud van voornoemde sites en installaties;

10° de verplaatsing van de kabels en leidingen die nodig waren om genoemde werken uit te voeren.

Voor de subsidiëring van de investeringen betreffende de infrastructuurwerken bedoeld in het eerste lid kunnen ook in aanmerking genomen worden :

1° de aanwervingen van de onroerende goederen die nodig zijn voor de uitvoering ervan;

2° de conceptuele studies die nodig zijn voor de modernisering en de verbetering van de openbaar vervoersnetwerken;

3° de prijsherzeningen die de bouwheer moet uitvoeren overeenkomstig de wettelijke, reglementaire en contractuele bepalingen die op dat gebied toepasselijk zijn;

4° de werken uitgevoerd bovenop de veronderstelde hoeveelheden vermeld in de posten met prijsboderel, voor zover de waarde van die werken niet hoger is dan 10 % van het totaalbedrag van de opdracht, excl. BTW, behalve redelijk voorspelbare omstandigheden;

5° de werken besteld overeenkomstig artikel 42 van de algemene aannemingsvoorwaarden voor de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en voor de concessies voor openbare werken, gevoegd bij het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

6° de specifieke kosten gegenereerd door prestaties van derden, o.a. de geologische en geotechnische campagnes, de honoraria van projectontwerpers, de aanbestedingskosten, de toezichtskosten, de kosten voor de oplevering van de materialen, de verzekeringskosten, met uitsluiting van die welke de aansprakelijkheid van de ondernemingen dekken, de kosten van authentieke akten en van de deskundige landmeters, de kosten van de prestaties inzake de coördinatie veiligheid-gezondheid;

7° de werken die noodzakelijk gemaakt worden wegens buitengewone en onvoorspelbare omstandigheden;

8° de kosten voortvloeiend uit het in gebreke blijven van de aannemer, voor zover ze niet te zijner laste ingevorderd kunnen worden;

9° de schadevergoeding verschuldigd aan de aannemers voor zover ze niet te wijten is aan een feit dat aan de "Société régionale" toe te schrijven is;

10° de niet-verhaalbare BTW en, doorgaans, elke belasting die de te subsidiëren uitgaven, zoals omschreven in dit besluit, bezwaart.

**Art. 3.** Komen niet in aanmerking voor het voordeel van de subsidies :

1° de onderhoudswerken, alsook de vernieuwingswerken ingevolge een gebrek aan onderhoud van de infrastructures;

2° de leveringen en de uitrustingen met een louter esthetisch karakter die niet noodzakelijk zijn voor de veiligheid of voor een rationele, economische en efficiënte exploitatie van de installaties, tenzij daarin voorzien wordt in wetsbepalingen of in voorschriften voor de goede inrichting van de plaats;

3° de opdrachten of gedeelten van opdrachten betreffende de infrastructuurwerken bedoeld in artikel 2, voor zover ze krachtens een andere regelgeving gesubsidieerd worden;

4° de verwijlinteressen en de vergoedingen verschuldigd aan de aannemer wegens niet-betaling binnen de voorgeschreven termijnen of wegens nalatigheden toe te schrijven aan de bouwheer.

**Art. 4.** Voor de in artikel 2 bedoelde infrastructuurwerken die op verzoek van de "Société régionale" in regie uitgevoerd worden door de exploitatiemaatschappijen bedoeld in hoofdstuk II van het decreet van 21 december 1989, worden de subsidies berekend met inachtneming van de volgende elementen :

1° de levering van de materialen;

2° de vervoerskosten;

3° de kosten voor de huur van groot materiaal dat nodig is voor de uitvoering van de werken;

4° het bedrag van de werken uitbesteed door de exploitatiemaatschappijen;

5° de arbeidskosten, inclusief de salarissen, lonen, verplaatsingskosten van het personeel van de exploitatiemaatschappijen, behalve de kosten betreffende de personeelsleden van niveau 1;

6° de kosten voor de studies en de controle die niet zijn uitgevoerd door personeel van de "Société régionale" en de controleverzekeringsspolissen;

7° de algemene kosten, forfaitair beperkt tot 5 % van het te subsidiëren bedrag.

HOOFDSTUK III. — *Procedure**Afdeling 1. — Programmering en beschrijvende nota's*

**Art. 5.** De "Société régionale" maakt uiterlijk 20 januari van het jaar N het jaarlijks programma betreffende het begrotingsjaar N op en legt het ter goedkeuring aan de Minister over.

Elk investeringsdossier opgenomen in het programma is het voorwerp van een nota met de omschrijving en de rechtvaardiging van de overwogen handelingen, een kostenraming en een programma van de uitvoering ervan.

De Minister keurt het jaarlijks programma goed, gaat uiterlijk 15 april over tot de vastlegging van de overeenstemmende subsidie en geeft de "Société régionale" kennis van het besluit.

Indien een opdracht waarin het programma van het jaar N voorziet niet is meegedeeld na afloop van het jaar N+2, gaat de Minister over tot de vernietiging van het gedeelte van de overeenstemmende vastlegging. Gedurende die periode van drie jaar kan de "Société régionale" wijzigingen in het jaarlijks programma ter goedkeuring aan de Minister overleggen met inachtneming van de procedure waarin dit artikel voorziet.

**Art. 6.** De "Société régionale" maakt samen met het jaarlijks programma een meerjarenprogramma betreffende de jaren N+1 à N+3 ter informatie aan de Minister over.

Elk project opgenomen in het meerjarenplan is het voorwerp van een dossier bevattende een globale weergave alsook een uitvoeringsprogrammering en een financiële programmering van de vastleggingen en de betalingen.

*Afdeling 2. — Tenuitvoerlegging van het jaarlijks programma*

**Art. 7.** Na een in het jaarlijks programma opgenomen opdracht die in de in artikel 5 bedoelde nota omschreven wordt, te hebben toegewezen, maakt de "Société régionale" de aanvraag tot betaling van de desbetreffende subsidies aan de Minister over, samen met het dossier dat nodig is voor de controle door het Rekenhof.

HOOFDSTUK IV. — *Betaling van de subsidies*

**Art. 8.** Voor de opdrachten waarvan het oorspronkelijk bedrag hoger is dan 50.000 euro, excl. BTW :

1° wordt een som gelijk aan 50 % van het oorspronkelijk bedrag van de opdracht in de loop van de maand van de aanvraag van de "Société régionale" betaald op basis van de datum waarop opdracht tot het opstarten van de prestaties is gegeven;

2° wordt een som gelijk aan 85 % van het bedrag van de opdracht, herzieningen inbegrepen, in de loop van de maand van de aanvraag van de "Société régionale" na aftrek van de voor de eerste tranche betaalde bedragen betaald op basis van een proces-verbaal waaruit blijkt dat de opdracht is uitgevoerd ten belope van 50 % van het oorspronkelijk bedrag, excl. herzieningen;

3° wordt een som gelijk aan 100 % van het bedrag van de opdracht, herzieningen inbegrepen, na aftrek van de voor de twee eerste tranches betaalde bedragen betaald op basis van de eindafrekening van de prestaties.

**Art. 9.** Voor de opdrachten waarvan het oorspronkelijk bedrag gelijk is aan 50.000 euro of minder, excl. BTW, worden de subsidies betaald op basis van de eindafrekening of, desgevallend, van de bewijsstukken.

**Art. 10.** De subsidies betreffende de kosten voor de aanwerving van onroerende goederen en de bijkomende kosten worden betaald op basis van de bewijsstukken, o.a. het jaarlijks programma, de authentieke akten en het advies van het Comité voor de aanwerving van onroerende goederen.

**Art. 11.** Onerminderd de bepalingen van artikel 10, worden de subsidies, wat betreft de dossiers bedoeld in artikel 2, tweede lid, 9°, betaald op basis van de bewijsstukken, o.a., desgevallend, de beslissingen van de raad van bestuur van de "Société régionale" waarbij toestemming tot betaling van de vergoedingen of de verwijlinteressen is gegeven.

HOOFDSTUK V. — *Slot- en opheffingsbepalingen*

**Art. 12.** Opgeheven worden :

1° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 21 januari 1993 betreffende het investeringsprogramma en de investeringstoelagen inzake openbare vervoerinfrastructuren, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 januari 1997 en bij het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2001;

2° hoofdstuk I van Titel III van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 betreffende de financiering van de uitwerking van gemeentelijke mobiliteitsplannen en van de uitvoering van gemeentelijke mobiliteitsplannen en het schoolvervoer en de plannen inzake schoolverplaatsingen, dat de artikelen 7 tot 11 inhoudt.

**Art. 13.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 14.** De Minister bevoegd voor Openbaar Vervoer is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 juni 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE